



**Intermón Oxfam**

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire et Protection civile

# **EVALUATION FINALE EXTERNE DU PROJET (RESUME)**

**« APPUI AUX MENAGES VULNERABLES TOUCHES  
PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU TCHAD »**

**Version finale**

**Août 2014**

**Issa BELEMVIRE**

**Economiste, Consultant**

**Ouagadougou, Burkina Faso**

**Tél : (+226) 70 22 54 00 / 78 02 49 44**

**E-mail : [issabelvi@yahoo.fr](mailto:issabelvi@yahoo.fr)**

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ACORD	: Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
BeG	: Bar el Gazal
BF	: Blanket Feeding
CaLP	: Cash Learning Partnership
CEFOD	: Association d'envoi de volontaires et organisme de formation des acteurs de la solidarité internationale
CRS	: Catholic Relief Service
DCV	: Distribution ciblée de vivre
DPSA	: Direction de Production des Statistiques Agricoles
ECHO	: Office d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne
ENSA	: Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire
FS	: Food Security
HEA	: Household Economy Approach
IO	: Intermon Oxfam
IRC	: International rescue committee
MEAL	: Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning
MEL	: Monitoring Evaluation and Learning
OGB	: Oxfam Grande Bretagne
ONDR	: Office National du Développement Rural
ONG	: Organisation non gouvernementale
P	: Pauvre
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PDM	: Post Distribution Monitoring
PSD	: Plan Stratégique de Développement
PTM	: Programme de transfert monétaire
SCA	: Score de Consommation Alimentaire
SCI	: Stratégies d'Adaptation et de Survie
SISAAP	: Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce
SMART	: Suivi et évaluation standardisés des secours et transitions
TCC	: Transfert de cash conditionnel
TCI	: Transfert de cash inconditionnel
TP	: Très Pauvre
UNICEF	: Fonds des Nations unies pour l'enfance

## RESUME

Le Projet « Appui aux ménages vulnérables touchés par l'insécurité alimentaire au Tchad » a été mis en œuvre durant 11 mois (du 1er avril 2013 au 28 février 2014) dans les régions du Sila, du Guera et du Bar el Gazal en république du Tchad. Il a été instruit et mis en œuvre par Oxfam sous le cofinancement de ECHO et du PAM.

L'évaluation finale externe du projet qui a été conduite du 16 juillet au 12 août 2014 par un consultant indépendant Economiste, avait pour objectif d'apprécier les résultats atteints au regard des objectifs fixés, et de mesurer l'impact et la viabilité des actions. Les questions centrales auxquelles elle devait répondre sont les suivantes :

- le projet a-t-il atteint son objectif spécifique ?
- les cibles sont-elles les ménages les plus vulnérables ?
- les résultats opérationnels, les produits et services rendus, la pertinence et la qualité des réalisations ont-ils été efficaces et efficaces ?

Au terme de la démarche qui a duré 30 jours, il ressort les principaux résultats suivants :

### **Théorie du projet**

Le projet présente une certaine cohérence au niveau de la logique verticale (objectifs, résultats et activités). Au niveau de la logique horizontale quelques insuffisances liées surtout à la formulation d'indicateurs et à la spécification de sources de vérification ont été relevées. Les prévisions en ressources budgétaires et humaines sont également cohérentes et permettent d'exécuter le projet.

### **Pertinence**

L'action du projet qui vise la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages touchés par la crise est en adéquation avec les politiques nationales et locales ; elle répond aux besoins prioritaires des groupes cibles, et est en phase avec l'objectif de Oxfam.

### **Efficiences**

Le projet a été financé à 100% par ECHO et PAM ; la situation finale de l'exécution budgétaire présente un déficit de consommation budgétaire. Le dispositif de gestion mis en place a assuré avec satisfaction ses fonctions d'examen et de validation des programmes et bilans d'activités. Les missions de suivi et d'évaluation parfaitement exécutées permettent d'apprécier l'exécution et les effets du projet. Si le ciblage des bénéficiaires a été réalisé avant chaque intervention avec une orientation sur les plus vulnérables, quelques plaintes et insuffisances relevées permettent d'affirmer que le ciblage n'a pas été efficace à 100%.

### **Efficacité**

D'une manière générale le projet a connu un retard à son démarrage en raison des contraintes de financement. Les plannings initiaux d'intervention ont alors été revus par les équipes pour être dans le timing de la soudure. Malgré tout, le projet a connu une grande efficacité avec une réalisation à 100% des activités qui étaient programmées.

### **Effets et impacts**

Au niveau du Résultat 1 :

- plus de 80% des ménages bénéficiaires de cash à Goz Beida et Mangalmé n'ont pas eu recours à des stratégies nuisibles d'adaptation qui affectent leurs moyens d'existence ;

- les stratégies d'adaptation destructives ont diminué chez pratiquement tous les ménages bénéficiaires de cash ;
- plus de 60% des ménages ciblés connaissent et pratiquent au moins 3 bonnes pratiques de lutte contre la malnutrition.

Au niveau du Résultat 2 :

- 39% des ménages (contre 54,7% à la baseline) ont une consommation alimentaire jugée acceptable ;
- les stratégies d'adaptation destructives en fin de projet ont baissées pour seulement 52% des ménages bénéficiaires des transferts de cash (contre 51% à la baseline);
- seulement 3% des ménages ciblés (contre 7% à la baseline) connaît et pratique au moins 3 bonnes pratiques de lutte contre la malnutrition.
- 60% des enfants (contre 26% à la baseline) non allaités de moins de 5 ans ont une bonne diversité alimentaire à la fin du projet.

Au niveau du Résultat 3 :

- les paramètres clés par catégorie socio-économique ont été suivis dans 7 zones de moyens d'existence ;
- 18 partenaires ont été formés sur les bonnes pratiques du CALP.

Au niveau du Résultat 4 :

- 75% des ménages identifiés comme « les plus pauvres » de la zone ont accès à 1500 kcal/personne/jour (contre 71% à la baseline) ;
- 78% des ménages ciblés ont une consommation alimentaire jugée comme limite (i.e. SCS>21) (contre 73% à la baseline) ;
- Les stratégies d'adaptation destructives de 73% des ménages bénéficiaires des bons alimentaires ont diminué à la fin du projet (contre 51% à la baseline).

Le projet a réalisé son objectif spécifique qui consistait à réduire la vulnérabilité des ménages à la crise alimentaire : au moins 67% des ménages soutenus ont pu éviter la décapitalisation et les emprunts pour satisfaire leurs besoins alimentaires et non-alimentaires ; une réduction du déficit de 30% en moyenne dans la zone d'intervention a été enregistrée.

### **Recommandations**

- 1) Eviter de responsabiliser les animateurs dans les équipes de ciblage ; renforcer les sensibilisations sur les critères de ciblage et les mécanismes de plaintes ; établir les listes exhaustives des ménages avec le nombre de membres au cours d'assemblées villageoises participatives où les communautés peuvent s'exprimer publiquement.
- 2) Dans le cadre d'interventions futures dans la zone du BeG Nord, programmer les interventions de sécurité alimentaire en fonction des diverses zones de moyens d'existence qui y sont présentes avec notamment des calendriers saisonniers différents.
- 3) Pour avoir plus d'effets et d'impacts en matière de protections des moyens d'existence, il serait souhaitable de dimensionner l'assistance apportée par ménage (quantités de cash et/ou de vivres) au nombre de membres du ménage.